

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR & RECHERCHE EN FINIR AVEC LES LOGIQUES LIBERALES... C'EST L'ENJEU DU 21^E SIECLE



Amphis surpeuplés, étudiants-salariés confrontés à la précarité et la pauvreté, logement étudiant en crise, instituts de recherche sans le sou, fuite des cerveaux à l'étranger : la situation de l'enseignement supérieur et de la recherche française ne cesse d'empirer.

Cette rentrée, j'aimerais cependant la placer sous le signe de l'espoir. Oui, nous sommes nombreuses et nombreux à vouloir que l'université soit le lieu du partage des connaissances, de l'échange et des confrontations d'idées et qu'elle permette la réussite de tous les étudiants et étudiantes.

Nous sommes nombreux à espérer que la recherche soit une porte ouverte à l'inventivité, la réflexion et la découverte.

Ces attentes, nous pouvons les concrétiser : des propositions alternatives existent. Nous vous soumettons ainsi celles qui constituent pour nous la base d'une politique alternative pour l'enseignement supérieur et la recherche.

Ces propositions, nous pourrions les porter jusqu'au pouvoir, en nous rassemblant, largement, pour exiger une politique conforme à vos attentes et qui rompe enfin avec ces décennies de libéralisme débridé.

Déjà, dans tout le pays, des militants communistes, socialistes, verts, altermondialistes, alternatifs, se réunissent pour porter une ambition commune. Votre espoir : une politique qui change enfin la fac, une politique qui change enfin la vie !

Marie-George Buffet

Une rentrée à haut risque

L'élévation du niveau culturel, professionnel et scientifique de la population est une nécessité. C'est le rôle de l'Université d'assumer cette triple mission. Les logiques ultra-libérales à l'oeuvre aujourd'hui s'y opposent. L'université est en crise profonde. Cette rentrée universitaire est la première après le fort mouvement contre le CPE. Des questions comme celle de la précarité des étudiants, de leur orientation professionnelle, leur insertion dans l'emploi, et plus largement de leur avenir restent toujours sans réponse. Une rentrée qui s'annonce mal du côté du pouvoir d'achat des étudiants puisque tous leurs postes de dépenses sont en forte hausse.

En cinq ans les dépenses des étudiants auront augmenté de 23%. Un chiffre à comparer à l'augmentation des bourses sur critères sociaux qui n'a été que de 6% pour la même période. Le pouvoir d'achat des étudiants les plus précaires a donc fortement chuté et le gouvernement refuse de s'y attaquer. Sa mesure « phare » (versement d'une somme de 300 Euro pour tout étudiant qui s'installe pour la 1ère fois dans un logement indépendant) ne concerne en effet que 3,5% des étudiants pour cette rentrée. Il est urgent de mettre en place un véritable dispositif qui donne de nouveaux droits aux étudiants : droit au revenu, au logement, au transport, à la santé, à la culture, à la citoyenneté.

Les anti-CPE ont refusé l'insécurité dans l'emploi. Le gouvernement avait affiché son intention d'y répondre en ouvrant, à grand renfort de publicité, un portail sur l'orientation et en créant la commission du débat Université - emploi. Quatre mois après l'installation de cette commission, quelles en sont les résultats ? Tout juste quelques petites mesures comme l'accompagnement particulier des étudiants provenant de baccalauréats technologiques et professionnels, le suivi pendant 3 ans des étudiants ayant quitté l'université sans diplôme, et la création dans les universités d'une direction des stages, des emplois et des carrières.

Nous voulons en finir avec la précarité des étudiants, des enseignants et des chercheurs, sortir des logiques du marché, relever les défis du 21^e siècle et construire une société de la créativité et de la connaissance partagée.

Sans mentionner les moyens nécessaires à cela. C'est toute la logique du lien entre emploi et formation qu'il faut remettre à plat. Comment parler orientation professionnelle ou insertion dans l'emploi sans parler de la situation de l'emploi dans notre pays ? Alors que les besoins des populations sont colossaux il est aujourd'hui nécessaire de créer des emplois de haute qualification dans les services publics, de mettre en oeuvre les nouvelles technologies pour le bien commun et non pour les besoins du marché. Sans cela l'université restera dans la logique de la formation à la précarité et à la pénurie. Est-ce vraiment le meilleur avenir qu'une société puisse construire à ses jeunes ?

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SOUS LA PRESSION DU MARCHÉ

La conférence de Lisbonne a fixé un objectif de 3% du PIB en 2010 pour la Recherche dans les pays de la communauté européenne. Avec 2,2% environ la France est loin du compte et les budgets successifs de la Recherche, marqués du sceau de l'austérité et des économies ne permettront certainement pas d'atteindre cet objectif avant longtemps.

En réalité, il s'agit de conformer les universités et les organismes de recherche aux exigences de la rentabilité dans le but de faire de l'Europe, l'économie de la connaissance la plus "compétitive" du monde, afin de rivaliser et de dépasser les états- Unis. Ces objectifs impliquent une redéfinition des systèmes d'enseignement et de recherche. En France les structures démocratiques, des organismes comme le CNRS sont dans la ligne de mire des projets de refonte. Les orientations de la recherche doivent donner lieu à des applications rentables. C'est l'esprit du pacte pour la recherche proposé par le gouvernement Villepin. Priorité à la recherche appliquée, recherche fondamentale sacrifiée, pilotage et définition étroite des axes de recherche par des instances ultra centralisées et placées sous la dépendance directe du gouvernement.



C'est la logique de la compétition, dans le cadre d'une guerre économique sans merci. Mais dogme libéral oblige, ces objectifs doivent être atteints sans augmentation de la dépense publique, ainsi que l'exige la politique budgétaire européenne ! Les fonds pour la recherche seront

donc strictement comptés et affectés à des recherches "rentables". Quant aux universités, c'est à un vaste mouvement de restructuration qu'elles sont soumises. Par le biais d'une politique "d'autonomisation", c'est leur mise en concurrence qui est organisée, au nom de l'excellence. C'est aux familles et aux collectivités locales qu'il reviendra d'assurer le nécessaire. Le transfert des charges et des responsabilités, sans accompagnement des moyens budgétaires associés, vers les collectivités locales, notamment les régions, concourra à aggraver les inégalités entre celles-ci. Seules les plus riches d'entre elles pourront participer aux financements de la recherche et de l'enseignement supérieur. Par ailleurs, l'accompagnement pédagogique nécessaire a provoqué l'émergence pour les enseignants chercheurs et les personnels administratifs et techniques de tâches nouvelles plus complexes et plus lourdes. Il faut donc des moyens nouveaux pour assurer la formation pédagogique des enseignants chercheurs. Les moyens nouveaux sont refusés et les universités sont fortement incitées à accepter un contexte de compétition, sur le modèle économique ultra libéral pour "décrocher" les budgets accordés de manière sélective, séduire les meilleurs étudiants et les meilleurs enseignants chercheurs par une offre de formation alléchante. Le fameux adossement à la recherche doit être conçu dans le cadre d'un aménagement équilibré du territoire élaboré en concertation avec l'Etat et les collectivités locales, à défaut il débouchera inévitablement sur la mise en place d'universités de seconde zone.

LMD : un bilan indispensable

On ne peut pas se satisfaire que chaque année plusieurs dizaines de milliers d'étudiants quittent l'enseignement supérieur sans diplôme, et la réforme Licence Master Doctorat n'a rien changé, au contraire. Professionnalisation à outrance, explosion du

cadre national des diplômes, mise en place de nouvelles barrières sélectives... autant de dangers pour la nécessaire démocratisation de l'enseignement supérieur. Voilà pourquoi nous pensons qu'il est temps d'en faire le bilan critique, sous contrôle démocratique des étudiants

et des enseignants. Ce bilan conduira à une nouvelle réforme progressiste qui donne toutes ses chances à chaque étudiant, mette fin à la mise en concurrence des universités, garantisse à la fois le caractère national des diplômes et leur reconnaissance dans le cadre d'une harmonisation européenne. Une réforme qui pose comme objectif de

tout diplôme, l'acquisition d'un haut niveau de connaissances générales mais aussi de qualification. Une réforme qui permette enfin à chacun de pouvoir revenir à l'université dans le cadre de la formation continue. Cette réforme ambitieuse à un coût : nous proposons de doubler la part du PIB consacrée à l'enseignement supérieur.

REPERES

Echec universitaire

- 3 ans après leur sortie d'études 11% des diplômés sont encore au chômage
- Chaque année 80 000 étudiants sortent de l'université sans diplôme.

Rentrée 2006

- Frais d'inscriptions : +4,9% (+6% en Master)
- Frais illégaux : de quelques dizaines d'Euros à 3 500 € (Aix/Marseille 1)

Logement

Augmentation des loyers 2006

- Région Parisienne : +2,2%
- Province : +4,88 %

CE QUE NOUS VOULONS !

Les réformes gouvernementales tournent le dos aux besoins. Le monde de demain exigera un formidable développement de la connaissance et des savoirs.

Contrairement aux allégations de certains économistes ou sociologues ultralibéraux, il n'est pas vrai de considérer que la France compte trop d'étudiants et que seul un petit nombre de diplômés serait nécessaire à l'économie.

La France a besoin d'un enseignement supérieur et d'une recherche forte pour garantir son avenir et la maintenir dans le peloton de tête des pays développés.

Il lui faudra donc mobiliser d'énormes moyens pour assurer les trois missions de l'université : former, accroître les connaissances et diffuser la culture scientifique. Le chantier est à la hauteur des ambitions

En matière de recherche, le dispositif français présente quelques spécificités. Il s'appuie essentiellement sur un secteur d'état fort, comportant des organismes de recherche où travaillent de nombreux chercheurs à temps plein. Constitué pour l'essentiel au lendemain de la Libération, il a fait ses preuves et efficacement contribué au développement économique de la France. Mais l'effort de recherche dans notre pays stagne. Avec 2,2 % du PIB, consacrés à la recherche la France se situe au-dessous de la moyenne

de l'OCDE (2,33%) derrière l'Allemagne, le Japon et les USA. Reconnaisant la place de la connaissance dans le progrès économique et dans la droite ligne de la conférence de Lisbonne, gouvernement et MEDEF entendent limiter l'effort à la stricte rentabilité économique dans le cadre de la mondialisation libérale. C'est tout le sens de la loi d'orientation pour la recherche (LOPR) et du pacte pour la recherche de Villepin. Tournant le dos aux véritables solutions, ils ne sont pas amendables et doivent être rejetés.

La France a besoin d'une politique autrement plus audacieuse et ambitieuse. Il faut réaffirmer le rôle essentiel de la recherche fondamentale porteuse des découvertes futures.

Par ailleurs l'Etat doit conserver la maîtrise essentielle des grands axes de recherche. Les Régions ont la volonté légitime de s'impliquer dans une recherche mieux adaptée à leur développement. Cette implication doit être organisée dans le cadre de plans Etat-Régions qui excluent tout transfert de charge et désengagement de l'Etat. Il faut doubler l'effort de recherche sur une législation et mettre en œuvre une véritable loi-cadre assurant une vigoureuse politique de création d'emplois publics, la résorption de la précarité (érigée aujourd'hui en dogme de l'efficacité), une revalorisa-

NOUS PROPOSONS

Une recherche démocratisée contre les logiques managériales.

D'affirmer le rôle essentiel de la recherche fondamentale.

Des contrats de plan Etat/Régions sans désengagement de l'Etat.

Une loi cadre revalorisant les métiers de la recherche.

La création d'un grand organisme public de recherche technologique et industrielle.

Une fiscalité incitative pour la recherche privée créatrice d'emploi.

Le retrait des activités de Recherche et d'Enseignement Supérieur du champ des négociations de l'OMC.

Des coopérations internationales dégagées de la tutelle de la banque mondiale.

tion attractive des métiers de la recherche, une augmentation substantielle du nombre d'allocations de recherche et de leur montant pour les doctorants, mettant en œuvre le principe : pas de doctorant sans rémunération. Conformément au vœu exprimé lors des Assises de Grenoble, le financement récurrent des laboratoires ne doit pas être inférieur à 2 tiers de leur budget afin de garantir l'indépendance de leur choix vis à vis des grands groupes.

La recherche dans les entreprises est le point faible de notre dispositif. Les grands groupes français, y compris les entreprises publiques sacrifient la recherche aux exigences de rentabilité financière immédiate. Les prises de brevets français sont en recul constant. Il en résulte un affaiblissement de notre pays sur le plan mondial et une plus grande dépendance vis à vis

des groupes étrangers. Il est indispensable de renverser cette tendance. Une fiscalité incitative, favorisant les entreprises ayant une activité de recherche et créant de l'emploi scientifique devra être mise en place. Toute mesure d'aide devra s'accompagner d'un contrôle a posteriori de l'utilisation des fonds publics. Un grand organisme public de recherche technologique et industrielle doit être créé. Loin de constituer un frein la démocratisation des instances constitue un stimulant pour la recherche. C'est dans cette direction qu'il faudra conduire les réformes des grands organismes de recherche.

Une grande politique de la recherche pour notre pays, c'est indispensable et c'est possible avec la mise en mouvement de tous les acteurs de la recherche.

Université / Emploi

Nous avons besoin d'un vrai débat national

La mise en place de la commission du débat université-emploi a fait long feu, accouchant de propositions superficielles ou sans moyens appropriés, comme pour l'accompagnement des étudiants sans diplôme à la sortie de l'université. Le monde de demain exigera un formidable développement de la connaissance et des savoirs. L'avenir de l'université et des étudiants mérite mieux qu'un débat bâclé. Nous appelons à un grand débat national sur l'avenir de l'enseignement supérieur et la prise en compte de l'exigence d'une orientation choisie et cohérente, et d'un parcours professionnel sécurisé.



ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DE NOUVEAUX MOYENS, UNE NOUVELLE LOGIQUE

Il faut une **TRIPLE RÉVOLUTION** dans l'enseignement supérieur. **DÉMOCRATIQUE** d'abord car il est indispensable que l'université soit en prise avec la société et non avec le marché comme la droite veut l'imposer. Il faut en finir avec ce dogme libéral qui désaisit les citoyens. 1^{ère} application : faire le bilan, sous le contrôle des enseignants et étudiants, de la réforme LMD qui favorise de nouvelles barrières sélectives, l'explosion du cadre national des diplômes et la mise en concurrence des universités. **SOCIALE** ensuite car si nous voulons réellement démocratiser l'université, nous devons nous donner les moyens d'aboutir à une véritable gratuité des études.

La 3^e révolution que nous devons accomplir, c'est celle **DE L'UNIVERSITÉ ET DES MOYENS** que lui consacrons. Il faut doubler le budget de fonctionnement par étudiant, pour permettre aux universités d'assurer décemment leur mission de formation (bibliothèques, accès Internet, encadrement des TP, organisations des stages, etc...). Il faut résorber la précarité des personnels, créer les emplois nécessaires, notamment par le recrutement massif d'enseignants chercheurs sous statut de la fonction publique. Nous proposons enfin un grand plan de rénovation, de construction et d'équipement des universités.

NOUS PROPOSONS

- de recruter massivement sur statut de la Fonction publique des enseignants-chercheurs, bien au-delà du simple remplacement des départs à la retraite ;
- de transformer le statut d'enseignant chercheur afin de renforcer considérablement le lien entre l'enseignement et la recherche ; de résorber la précarité de tous les personnels sur une législature ;
- de doubler le budget de fonctionnement par étudiant, pour permettre aux universités d'assurer décemment leur mission de formation (bibliothèques, accès au réseau Internet, encadrement des travaux pratiques, organisations des stages, etc) ; d'insérer le logement étudiant dans un service public national du logement et de l'habitat, avec comme premier objectif la construction massive de logements étudiants ;
- d'en finir avec la précarité par la mise en place d'une allocation de formation différenciée et personnalisée en fonction de la situation de chaque étudiant et la création d'un dispositif de nouveaux droits (au revenu, au logement, au transport, à la santé, à la culture, à la citoyenneté) garantis par des services publics élargis et démocratisés ;
- l'établissement d'une véritable gratuité des études et suppression des frais d'inscription.

UN LIEN ESSENTIEL ENTRE RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT



Le lien avec la recherche est une garantie pour le développement futur. En montrant aux étudiants comment la démarche de recherche suscite interrogations et regard critique sur l'activité scientifique on lui donne les outils pour lutter contre les dogmatismes et pour réfléchir sur sa propre pensée. Ce lien s'intègre donc naturellement aux formations supérieures. Mais, par ailleurs les établissements d'enseignement supérieur constituent un maillon indispensable dans le lien recherche-université à l'échelon national. Il faudra mettre en oeuvre une politique de réductions des inégalités régionales en matière de recherche et sortir du cadre concurrentiel des « pôles d'excellence ». Dans ce domaine le rôle de l'Etat est indispensable.

Commission enseignement supérieur et recherche

Parti communiste français
2, place du Colonel-Fabien
75167 Paris Cedex 19
Tél. 01 40 40 12 12
E-mail : enseignement@pcf.fr

ENSEIGNEMENT@PCF.FR

HTTP://ADHESION.PCF.FR